

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

COMMISSION STATUTAIRE PREPARATOIRE PUIS CONSULTATIVE

✧Mardi 4 mars 2014 à 9h30✧

Relevé de votes

Ont pris part aux travaux de la Commission statutaire du CSFPE :

Monsieur Bernard PECHEUR, Président, membre de droit désigné par le Conseil d'Etat.

Madame Marie-Anne LEVEQUE, Directrice générale de l'administration et de la fonction publique, membre de droit.

- les représentants des organisations syndicales de la fonction publique de l'Etat

FGF-FO :

Membres avec voix délibératives :

Monsieur Christian GROLIER

Monsieur Claude SIMONEAU

Monsieur Philippe SOUBIROUS

Monsieur Olivier BOUIS

FSU :

Membres avec voix délibératives :

Madame Anne FERAY

Madame Arlette LEMAIRE

Monsieur Philippe AUBRY

Monsieur Bernard VEYSSIERE

UGFF-CGT :

Membres avec voix délibératives :

Madame Marie-Hélène THOMAS

Monsieur Vincent BLOUET

Monsieur Gilles OBERRIEDER

UFFA-CFDT :

Membres avec voix délibératives :

Madame Mylène JACQUOT

Madame Louise-Marie SIADOUS

Monsieur François JABOEUF

UNSA :

Membres avec voix délibératives :

Monsieur Luc BENTZ

Madame Sylviane JEANNE

Monsieur David MARIO-LIBOUBAN

Union syndicale Solidaires fonction publique :

Membres avec voix délibératives :

Madame Thi-Trinh LESCURE

Madame Dorine PASQUALINI

CFE-CGC :

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Jean-Claude DELAGE

CFTC :

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Denis LEFEBVRE

Experts désignés à la demande des organisations syndicales :

FSU :

Madame Lourdes DIAZ-OLVERA

Madame Béatrice GAULTIER

CGT :

Monsieur Reinhard GRESSEL

Madame Brigitte REIG

Monsieur Vincent MARTIN

Madame Catherine MARTY

CFDT :

Monsieur Philippe BUYENS

Madame GUILLOPE Colette

Solidaires :

Monsieur Philippe BON

CGC :

Monsieur Marc BENASSY

Représentants de l'Administration :

Ministère des Affaires Etrangères :

Monsieur Denis FRANCOIS

Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie :

Monsieur Hervé SCHMITT

Monsieur Vincent LETROUIT

Madame Véronique VOGEL

Ministère de la Défense :

Monsieur François MALLEVRE

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

Monsieur Brice LANNAUD

Monsieur Vincent CIMA

Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique :

Monsieur Thomas CAMPEAUX, Directeur, adjoint à la Directrice générale

Madame Véronique GRONNER, Sous-directrice des statuts et de l'encadrement supérieur

Monsieur Sébastien BECOULET, Chef du bureau SE3

Madame Emmanuelle RACINET, adjointe au chef du bureau SE3

Madame Sylvie ROBRES, bureau SE3

Monsieur Jean-Louis PASTOR, Chef du bureau SE2

Madame Naïma MAZOUZ, bureau SE2

Monsieur Sébastien MOUTON, bureau SE2

Monsieur Tomir MAZANEK, bureau SE1

Monsieur Christophe LANDOUR, Chef du bureau PS1

Madame Sabine COFFE, bureau PS1

Madame Nathalie PHILIPPE-IGLESIAS, bureau PS1

Secrétariat du CSFPE :

Madame Agnès AGRAFEIL-MARRY, Directrice de cabinet

Madame Claudine PINON, secrétaire du CSFPE

Monsieur Mickaël VANDOO LAEGHE, responsable du pôle conseils & veille sociale

Madame Sylvia PERALES, sténotypiste.



Monsieur PECHEUR, membre de droit, Président ouvre la séance à 9h40, indique que l'ordre du jour comporte l'examen de nombreux textes et constate que le quorum est atteint avec 21 présents sur 21 membres.

Madame LEVEQUE précise que vraisemblablement un projet de décret modifiant le décret du 19 mars 1993 sur le congé de restructuration au bénéfice de certains agents sera inscrit directement à l'ordre du jour de la prochaine assemblée plénière qui doit, en principe, examiner aussi le futur projet de loi de décentralisation intéressant les fonctionnaires de l'Etat.

I- approbation du relevé des votes de la commission statutaire du 21 octobre 2013

Madame JACQUOT indique que la CFDT souhaiterait, bien que les relevés de votes se soient considérablement enrichis au cours des derniers mois, que les explications de votes figurent au relevé et demande s'il est possible que les déclarations liminaires ou autres si elles sont transmises au secrétariat soient annexées au relevé de votes. Cette demande est également formulée par Madame LESCURE qui signale que son organisation a, pendant des années, refusé de voter les relevés de conclusion, les vote désormais en raison du travail accompli par le secrétariat.

Madame LEVEQUE rappelle que les travaux engagés au cours de l'année dernière ont abouti à une situation d'équilibre qu'il ne convient pas d'alourdir mais précise qu'elle n'a pas d'objection à ce que les déclarations ou explications de votes soient annexées.

Le relevé des votes de la séance du 21 octobre est approuvé à l'unanimité.

II – Commission statutaire siégeant en formation préparatoire

Projet de décret relatif à l'indemnité due en cas de rupture de l'engagement décennal mentionné à l'article 50 quinquies du décret n°2002-50 du 10 janvier 2002 relatif aux conditions d'accès et aux régimes de formation à l'Ecole Nationale d'Administration.

Ce projet de texte est présenté par Madame LEVEQUE qui indique qu'il corrige deux incohérences, l'absence d'articulation entre la démission d'un élève en cours de scolarité et la démission après la scolarité d'une part et d'autre part dans la rédaction initiale du texte, l'engagement à servir ne portait que sur 9 ans alors qu'il s'agit d'un engagement décennal.

Monsieur PECHEUR signale que ce texte a été amendé par la CGT et la CGC.

Amendement CGT présenté par Madame THOMAS

Texte de l'amendement :

Dans les articles 1^{er} et 2 :

Ajouter après : « une somme dont le montant est égal à deux fois le traitement net » le texte suivant : « **auquel s'ajoutent toutes primes ne correspondant pas à une compensation de frais engagés, à des charges ou contraintes particulières, perçus....** »

Exposé des motifs :

Les primes représentent jusqu'à 50% de la rémunération globale, il n'y a pas de raison pour qu'elles soient exclues du montant à rembourser.

Madame JACQUOT indique que la CFDT votera contre cet amendement pour rappeler son attachement au traitement indiciaire plutôt qu'indemnitare, et ne souhaite pas introduire une rupture de l'égalité de traitement, en effet, l'indemnitare peut varier en fonction du corps de sortie.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement
21 votants (majorité 11)

Pour 12 (CGT 3, FO 4, FSU 4, CFTC1)

Contre 6 (UNSA 3, CFDT 3)

Abstention 3 (CGC 1, Solidaires 2)

Cet amendement adopté à la majorité des membres sera examiné en assemblée plénière.

Amendement CFE CGC sur l'article 4, Monsieur DELAGE demande à l'expert Monsieur BENASSY de le présenter

Texte de l'amendement :

Ajouter après « d'ordre familial », soit une absence d'affectation dans un emploi conforme au statut et au grade de l'ancien élève pendant une durée supérieure à 5 mois.

Exposé des motifs :

Cet amendement a pour objectif de permettre à un ancien élève de l'ENA, auquel l'administration à laquelle il est rattaché pour sa gestion ne peut trouver une affectation pérenne, de ne pas enchaîner des missions temporaires, mais, en accord avec son administration, de quitter la fonction publique.

Madame Jacquot indique que la CFDT votera contre, les situations d'ordre individuel doivent rester des décisions de gestion.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

21 votants (majorité 11)

Pour 2 (CGC 1, CFTC 1)

Contre 9 (FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Abstention 10 (UNSA 3, CGT 3, FO 4)

Cet amendement non retenu par les membres ne sera pas examiné en assemblée plénière.

III - Commission statutaire siégeant en formation consultative

1/ Projet de décret portant statut particulier du corps des chargés de recherche et de développement durable et du corps des directeurs de recherche et de développement durable

Avant la présentation de ce texte par Monsieur SCHMITT, Madame LEVEQUE indique que le document qui a été transmis n'est pas celui sorti du CTM du ministère de l'écologie et précise que l'administration s'engage à reprendre dans le texte transmis au Conseil d'Etat, l'amendement n°1 de la CGT portant sur l'article 2 qui avait été validé en CTM.

Amendement n°1 de la CGT - Article 2

(Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Dans la 2^{ème} phrase du 2^{ème} alinéa de l'article 2, rajouter les référence aux articles 34 et 244 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983.

La phrase s'écrit ainsi :

Le ministre chargé du développement durable exerce les attributions dévolues au directeur général de l'établissement par les articles 19, 24, 30, 32, 34, 46, 50, 55, 56, 58, 244 et 250 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983.

Exposé des motifs :

L'article 34 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 fait référence aux décisions d'avancement d'échelon des chargés de recherche qui sont maintenant dévolus au Ministre. Cet article 34 est le corollaire pour les chargés de recherche de l'article 55 pour les Directeurs de recherche.

L'article 244 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 traite des mises à dispositions qui seront prononcées, de par le présent décret par le ministre et non plus par le Directeur d'établissement.

Par ailleurs, l'administration émet un **avis favorable** aux amendements n° **2, 3, 9, 13 et 15 de la CGT** qui portent sur des articles dérogatoires au SGF, et qui ont également été repris dans la version issue du CTM. L'amendement n°1 de Solidaires qui prévoit une audition sera par ailleurs repris dans ce texte, même si la formulation retenue sera légèrement différente. Toutefois les amendements n° 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12 14 proposent des rédactions nouvelles par rapport à la version issue du CTM. L'administration les examine.

Amendement n°2 de la CGT - Article 5

(Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Dans le dernier alinéa du présent article remplaçait le mot « précise » par « définit ».

La phrase s'écrit ainsi :

Un arrêté du ministre chargé du développement durable précise la composition de la commission d'évaluation, ses principes de fonctionnement ainsi que les modalités d'organisation des élections des membres élus.

Amendement n°3 de la CGT - Article 6

(Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Au 1^{er} alinéa de l'article, rajouter « sur proposition de la commission d'évaluation »

L'alinéa est ainsi rédigé : Par dérogation au 1^{er} alinéa de l'article 10 du décret n°83-1230 du 30 décembre 1983 susvisé, les normes servant à établir le rapport que les chercheurs sont tenus de présenter tous les deux ans sont définis par le ministre chargé du développement durable sur proposition de la commission d'évaluation

Exposé des motifs :

Les normes de présentation du rapport que les chercheurs sont tenus de présenter relèvent du fonctionnement de la commission d'évaluation qui en la matière est souveraine. Le ministre ne peut dans ce domaine que s'appuyer sur l'expertise de la Commission d'évaluation.

Les amendements déposés par la CGT sont présentés par Madame REIG

Amendement n°4 de la CGT - Article 10

Texte de l'amendement :

Au 4^{ème} alinéa de l'article, remplacer « experts » par « spécialistes »

L'alinéa est ainsi rédigé : les sections de jury peuvent être complétées par des spécialistes extérieurs à la commission d'évaluation, désignés par le ministre chargé du développement durable après avis de la commission d'évaluation

Exposé des motifs :

Dans le monde de la recherche, il est plutôt fait référence au terme de spécialiste qu'au terme d'expert.

Amendement n°10 de la CGT - Article 16

Texte de l'amendement :

Au 4^{ème} alinéa de l'article, remplacer « experts » par « spécialistes »

L'alinéa est ainsi rédigé : les sections de jury peuvent être complétées par des spécialistes extérieurs à la commission d'évaluation, désignés par le ministre chargé du développement durable après avis de la commission d'évaluation

Exposé des motifs :

Dans le monde de la recherche, il est plutôt fait référence au terme de spécialiste qu'au terme d'expert.

Monsieur VEYSSIERE de la FSU indique que dans les EPTS le terme expert est toujours utilisé.

Monsieur BON de Solidaires FP précise qu'il est important de remplacer expert par spécialiste.

Vote groupé sur ces 2 amendements qui ont reçu un **avis favorable** de l'administration

21 votants (majorité 11)

Pour 12 (UNSA 3, CGT 3, FO 4, Solidaires 2)

Abstention 9 (CGC 1, FSU 4, CFDT 3, CFTC 1)

Amendements adoptés par les membres

Le Ministère de l'Ecologie du développement durable et de l'énergie émet un **avis favorable** sur les amendements 6, 7, 8, 12, 14 ainsi que pour les amendements 5 et 11 avec la nouvelle rédaction suivante qui est acceptée par les organisations syndicales. (« Le jury d'admissibilité ou ses sections examinent pour chaque candidat un relevé des diplômes, des titres et travaux. Le jury arrête, après délibération, la liste des candidats qui seront auditionnés ».)

Amendement n°5 de la CGT - Article 10

Texte de l'amendement :

Au 5^{ème} alinéa de l'article rajouter « Le jury d'admissibilité ou ses sections arrêtent, après délibération la liste des candidats qui seront auditionnés »

L'alinéa s'écrit ainsi :

Le jury d'admissibilité ou ses sections, examinent pour chaque candidat un relevé de diplômes, des titres et des travaux. Le jury d'admissibilité ou ses sections arrête, après délibération la liste des candidats qui seront auditionnés

Exposé des motifs :

Le jury d'admissibilité ou ses sections arrêtent la liste des candidats auditionnés après un premier examen des dossiers de candidatures. Tous les candidats retenus sont alors auditionnés.

Amendement n°6 de la CGT - Article 10

Texte de l'amendement :

A la 1^{ère} phrase du 6^{ème} alinéa de l'article rajouter « Le jury d'admissibilité ou »

La 1^{ère} phrase de l'alinéa s'écrit ainsi :

Le jury d'admissibilité ou ses sections procèdent à l'examen de la valeur scientifique des candidats relevant du domaine considéré.

Exposé des motifs :

A des fins d'harmonie dans les termes.

Amendement n°7 de la CGT - Article 10

Texte de l'amendement :

A la 2^{ème} phrase du 6^{ème} alinéa de l'article compléter par une « audition » les caractéristiques de l'examen.

La 2^{ème} phrase de l'alinéa s'écrit ainsi :

Cet examen consiste en une audition et en l'étude d'un dossier comprenant pour chaque candidat un relevé des diplômes, des titres et des travaux de ce dernier et un rapport sur son programme de recherche.

Exposé des motifs :

Le terme rajouté permet de préciser la composition de l'examen d'admissibilité et de décrire la réalité du déroulement de l'examen.

Amendement n°8 de la CGT - Article 10

Texte de l'amendement :

En conséquence des amendements 5 à 7 ci-avant les 7^{ème} et 8^{ème} alinéas de l'article sont à remanier ainsi :

- Supprimer la 2^{ème} phrase du 7^{ème} alinéa
- Supprimer « au terme des auditions »

La 2^{ème} phrase de l'alinéa s'écrit ainsi :

Au terme de cet examen, le jury ou la section de jury établit un rapport sur l'ensemble des candidatures. ~~Le jury, au vu des rapports établis, arrête, après délibération, la liste des candidats qui seront auditionnés.~~

~~Au terme des auditions et au~~ vu des rapports présentés par les sections, le jury d'admissibilité établit, après délibération, la liste des candidats déclarés admissibles.

Exposé des motifs :

En conséquence des amendements 4 à 7 ci-avant.

Amendement n°11 de la CGT - Article 16

Texte de l'amendement :

Rajouter un alinéa 5 bis (entre l'alinéa 5 et l'alinéa 6) à l'article

L'alinéa inséré s'écrit ainsi :

Le jury d'admissibilité ou ses sections, examinent pour chaque candidat un relevé de diplômes, des titres et des travaux. Le jury d'admissibilité ou ses sections arrêtent, après délibération la liste des candidats qui seront auditionnés

Exposé des motifs :

Cet alinéa est équivalent au 5^{ème} alinéa nouveau de l'article 10. Le jury d'admissibilité ou ses sections arrêtent la liste des candidats auditionnés après un premier examen des dossiers de candidatures. Tous les candidats sont auditionnés. Il permet de décrire le processus conformément à la réalité.

Amendement n°12 de la CGT - Article 16

Texte de l'amendement :

A la 2^{ème} phrase du 5^{ème} alinéa de l'article compléter par une « audition » les caractéristiques de l'examen.

La 2^{ème} phrase de l'alinéa s'écrit ainsi :

Cet examen consiste en une audition et en l'étude d'un rapport d'activité et d'un rapport sur les travaux que l'intéressé se propose d'entreprendre.

Exposé des motifs :

Le terme rajouté permet de préciser la composition de l'examen d'admissibilité et de décrire la réalité du déroulement de l'examen.

Amendement n°14 de la CGT - Article 16

Texte de l'amendement :

Rajouter un alinéa entre le 6^{ème} alinéa (supprimé dans l'amendement ci-avant) et le 7^{ème} alinéa

L'alinéa s'écrit ainsi :

Au terme de cet examen, le jury ou la section de jury établit un rapport sur l'ensemble des candidatures

Exposé des motifs :

Il s'agit ici d'introduire la production d'un rapport établi par le jury à la suite des examens des candidatures. Rapport sur lequel se fondera le jury pour établir la liste des candidats admissibles comme décrit dans le 7^{ème} alinéa de l'article 16.

Avant le vote groupé sur les amendements précédents, l'expert désigné par la FSU Madame Diaz Olvera précise qu'il convient que les mots par ordre de mérite ne soient pas omis.

Vote groupé sur ces amendements qui ont reçu un **avis favorable** de l'administration

21 votants (majorité 11)

Pour 19 (UNSA 3, CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Abstention 2 (CGC & CFTC)

Amendements adoptés par les membres

Amendement n°9 de la CGT - Article 11 (Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Dans le 2^{ème} alinéa de l'article 11 au 1^{er} item, supprimer les termes « élus » et « nommés »

L'item s'écrit ainsi :

- Trois membres élus-choisis parmi les membres mentionnés au 2° de l'article 5 du présent décret et trois membres ~~nommés~~ choisis parmi les membres mentionnés au 1° de l'article 5 du présent décret, de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir dont le président du jury d'admissibilité

Exposé des motifs :

La référence au 2° de l'article 5 du présent décret renvoie aux membres élus et la référence à 1° de l'article 5 du présent décret renvoie aux membres nommés.

Article 16 - Amendement n°1 de Solidaires FP (retiré en séance, le texte du CTM est rétabli)

Amendement

Au sixième alinéa, remplacer « Cet examen peut comporter une audition des candidats. »

par « **cet examen doit comporter une audition des candidats** »

Exposé des motifs

Il apparaît « impensable » pour Solidaires Fonction Publique de recruter, à ce niveau, des personnes sans un entretien obligatoire.

Les recrutements des personnels des EPST se font avec un entretien, pourquoi les directeurs de recherche dérogeraient-ils à cette procédure ?

De plus, nous avons déjà vu des directeurs généraux (du moins à l'ex INRETS) passer « outre » un entretien pour imposer un candidat. Qu'en sera-t-il pour les DR du développement durable puisque maintenant le ministre joue le rôle des directeurs des EPST ?

Par ailleurs, pour Solidaires, se donner la possibilité de passer outre l'entretien revient à nier la dimension humaine du futur recruté.

Ainsi, il est envisagé que, dans certain cas, les candidats ne puissent pas se défendre en personne face à un jury et ne soit jugé que sur un dossier ce qui ne pourra jamais refléter ni la motivation, ni la réactivité et encore moins la créativité nécessaire à tous les niveaux de la recherche publique.

Enfin, pour Solidaires, en cette période de réduction budgétaire, la possibilité de ne pas « auditionner » les candidats pourrait s'apparenter à une tentative de réduction des coûts de recrutement, ce que nous contestons !

Amendement n°13 de la CGT - Article 16 (Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Supprimer le 6^{ème} alinéa de l'article.

~~Cet examen peut comporter une audition des candidats.~~

Exposé des motifs :

Le jury auditionne systématiquement tous les candidats retenus.

Amendement n°15 de la CGT - Article 17 (Avis favorable au CTM)

Texte de l'amendement :

Dans le 2^{ème} alinéa de l'article 17 au 1^{er} item, supprimer les termes « élus » et « nommés »

L'item s'écrit ainsi :

- Trois membres élus-choisis parmi les membres mentionnés au 2° de l'article 5 du présent décret et trois membres ~~nommés~~ choisis parmi les membres mentionnés au 1° de l'article 5 du présent décret, de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir dont le président du jury d'admissibilité

Exposé des motifs :

La référence au 2° de l'article 5 du présent décret renvoie aux membres élus et la référence à 1° de l'article 5 du présent décret renvoie aux membres nommés.

Vœu déposé par la FSU

Le CSFPE formule le vœu qu'à l'occasion de la création de ces nouveaux corps de chercheurs, le taux de promotion des chargés de recherche de 2^e classe à 1^{ère} classe soit relevé à 100 % à partir de 2015, comme cela a été le cas jusqu'à 2011 et comme cela est pratiqué dans les EPST.

Ce vœu est expliqué par Monsieur VEYSSIERE (son intervention est l'annexe 1)

L'intervention faite par Madame JACQUOT sur ce sujet est jointe en annexe 2.

Vote sur le vœu

Pour 16 (CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Abstention 5 (CGC 1, UNSA 3, CFTC1)

Vœu adopté par les membres

Vote sur le texte amendé des amendements qui ont reçu un avis favorable de l'administration

21 votants (majorité 11)

Pour 4 (FO)

Abstention 17 (CGC 1, UNSA 3, CGT 3, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2, CFTC 1).

Avis donné.

2/ Projet de décret modifiant le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences

Madame LEVEQUE précise que ce texte passe devant le Conseil supérieur en application de l'article 10, donc en ce qu'il déroge au statut général, seuls les articles 1, 7, 8, 9, 29, 30 et 35 sont soumis au Conseil supérieur. Les amendements déposés sur les autres articles n'ont pas à être examinés.

Les articles précités par Madame LEVEQUE sont présentés par Monsieur LANNAUD.

Monsieur BENTZ au nom de l'UNSA indique qu'il serait utile pour des textes techniques comme celui-ci que l'administration fournisse en même temps que le projet un tableau avec le texte consolidé.

Pour la FSU, Monsieur AUBRY donne lecture de la déclaration jointe en annexe 3

Pour la CGT, l'expert Monsieur MARTIN lit une déclaration liminaire qui n'a pas été adressée au secrétariat du CSFPE.

L'expert introduit par Madame Jacquot, Madame GUILLOPE indique que comme au CT ministériel, la CFDT va s'abstenir sur ce texte.

Amendement 1 de la FSU présenté par Monsieur Aubry

Le 1° de l'art 1 devient

1° Au quatrième alinéa, les mots : « l'évaluation » sont supprimés

Motivation : *Le suivi de carrière n'est pas acceptable tant que subsistent la modulation du service statutaire (art 7 du décret 84-431) ainsi que le passage obligé devant le conseil académique de l'établissement. Ces dispositions ouvrent la porte à des pressions sur des EC visant à alourdir leur charge d'enseignement.*

Amendement CGT n° 1 présenté par Monsieur Vincent Martin

Texte de l'amendement :

Article 1^{er} :

Supprimer les mots : « sont ajoutés les mots : « ou le suivi de carrière » »

Madame JACQUOT indique que la CFDT votera contre ces deux amendements.

Vote groupé sur ces deux amendements déclarés, par l'administration, recevables par tolérance

21 votants (majorité 11)

Pour 13 (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Contre 3 (CFDT)

Abstention 5 (CGC 1, UNSA 3, CFTC 1)

Amendements adoptés par les membres

Les amendements suivants déposés par la CGT n'ont pas été examinés, ils ne portent pas sur des articles nécessitant l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat

Amendement CGT n° 2 Article 2

Texte de l'amendement : Le second alinéa de l'article 4 du décret no 84-431 devient :

"Tout enseignant-chercheur doit avoir le droit **a le droit** de participer aux travaux d'une équipe de recherche **de son établissement**, dans des conditions fixées par le conseil d'administration, ou, le cas échéant dans un établissement autre que son établissement d'affectation.

Amendement CGT n° 3 Article 2

Texte de l'amendement : Le 3^{ème} alinéa de l'article 4 du décret no 84-431 devient :

"Tout enseignant-chercheur peut demander le réexamen d'un refus opposé par son établissement d'affectation à sa demande de participation aux travaux d'une équipe de recherche **de cet établissement** auprès du conseil d'administration, après avis du conseil académique, siégeant tous les deux en formation restreinte aux enseignants-chercheurs. **En cas de double refus, l'établissement d'affectation doit proposer une autre équipe de recherche à l'enseignant-chercheur concerné.**"

Amendement CGT n° 4 Article 2

Texte de l'amendement : Un quatrième alinéa est ajouté à l'article 4 du décret no 84-431 :

"En cas de participation aux travaux d'une équipe de recherche dans un établissement autre que celui d'affectation, les deux établissements fixent par convention, sous deux mois, les conditions financières et juridiques relatives aux moyens mis à la disposition de l'enseignant-chercheur pour l'accomplissement de sa mission ainsi qu'à la valorisation de ses recherches."

Amendement CGT n° 5 Article 4

Texte de l'amendement : Le I de l'article 7 du décret no 84-431 est ainsi modifié :

Au I.1°) : supprimer la dernière phrase : "Ils sont pris en compte pour le suivi de carrière réalisé dans les conditions prévues à l'article 18-1 du présent décret"

Au I.2°) : le premier alinéa du 2°) devient

« 2° Pour moitié, par une activité de recherche ».

Amendement CGT n° 6 Article 4

Texte de l'amendement :

Le III de l'article 7 du décret n° 84-431 est ainsi modifié : les alinéas 5 à 10 du III sont supprimés.

Amendement CGT n° 7 Article 5

Texte de l'amendement : L'article 7-1 du décret no 84-431 est supprimé.

Amendement 2 de la FSU présenté par Monsieur Aubry

Dans l'article 7, le 1° devient

1° La fin du premier alinéa, à partir de « Des comités de sélection sont constitués », est remplacée par : « Des comités de sélection sont constitués pour une durée de 3 ans en vue des concours de recrutement des professeurs et maîtres de conférences, de la nomination de fonctionnaires d'autres corps en position de détachement dans ces fonctions et des mutations prévues aux articles 33 et 51. »

Il est ajouté à la fin du 3° de l'art. 7 et du 3° de l'art. 8 :

L'alinéa est complété par la phrase « Les comités de sélection doivent comprendre une proportion minimale de 50 % d'enseignants-chercheurs élus par et parmi les membres de l'établissement et relevant de la ou des sections du ou des postes à pourvoir. »

Motivation : Permettre une mémoire historique des recrutements et revenir sur la mainmise du chef d'établissement sur le jury de recrutement instituée par la loi LRU, contraire à l'indépendance des enseignants-chercheurs et aux règles démocratiques en usage chez les universitaires

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable**

21 votants (majorité 11)

Pour 13 (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Contre 3 (CFDT)

Abstention 5 (CGC 1, UNSA 3, CFTC1)

Amendement adopté par les membres

Amendement 3 de la FSU présenté par Monsieur Aubry

Dans le 2° de l'article 9 est supprimé l'alinéa « L'audition des candidats.... publication des postes »

Motivation : *la mise en situation publique est susceptible de rompre l'égalité entre candidats par une assistance différente d'un candidat à l'autre et l'interaction possible de certaines personnes de cette assistance avec le candidat, dans des desseins soit positifs, soit négatifs*

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable**

21 votants (majorité 11)

Pour 16 (UNSA 3, CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Contre 3 (CFDT)

Abstention 2 (CGC & CFTC)

Amendement adopté par les membres

Amendement 4 de la FSU

Dans le 2° de l'article 9 est supprimé à la fin du 3e alinéa « sur leur demande »

Motivation : *Les candidats ne connaissent pas toujours leurs droits et la procédure à suivre pour disposer des avis sur leurs candidatures. Le code de conduite pour le recrutement des chercheurs, de la charte européenne du chercheur, prévoit dans sa section 2 un paragraphe « transparence » contenant « A l'issue du processus de sélection, ils [les candidats] devraient également être informés des points forts et des points faibles de leur candidature. »*

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable**

21 votants (majorité 11)

Pour 12 (UNSA 3, CGT 3, FSU 4, Solidaires 2)

Contre 3 (CFDT)

Abstention 6 (CGC 1, FO 4, CFTC 1)

Amendement adopté par les membres

Les amendements suivants déposés par la FSU et la CGT n'ont pas été examinés, ils ne portent pas sur des articles nécessitant l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat

Amendement 5 de la FSU

Le 2ème alinéa de l'art. 10 est remplacé par

« Article 9-3 - Un contingent national d'emplois, fixé par arrêté ministériel, est réservé pour les candidats à la mutation ou au détachement qui remplissent les conditions prévues aux articles 60 et 62 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée. Ces emplois sont pourvus sur proposition d'une instance nationale émanant du CNU. Le président ou le directeur de l'établissement d'accueil de chaque candidature retenue prononce la mutation ou le détachement. »

Motivation : *assurer réellement pour ces candidats la priorité reconnue par la loi et le droit européen. Les dispositions prévues ne répondent pas à l'art 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'article 9-3 introduit par le projet ne fournit aucun moyen au conseil académique de définir et hiérarchiser les caractères prioritaires de demandes. Le risque est grand de revivre la pratique antérieure de refus systématique d'étude des demandes de mutations pour les examiner en même temps que tous les dossiers de recrutement.*

Amendement 6 de la FSU

L'alinéa ci-dessous est ajouté à l'art. 9-3 du décret 84-431 créé par l'article 10

« Des transferts d'emplois croisés entre établissements publics d'enseignement supérieur sont possibles sur demande des intéressés, après avis favorable des conseils académiques des établissements concernés et du CNESER. »

Motivation : *améliorer la mobilité chez les EC, inférieure à 0,5% des corps par année (moins encore sur le seul corps des maîtres de conférences), à comparer avec les 4,5% dans la FPE pour 2010.*

Amendement CGT n° 8 Article 21

Texte de l'amendement :

La section IV du chapitre III du décret n°84-431 est ainsi modifiée :

1/ Dans l'intitulé, les mots : « Suivi de carrière et » sont supprimés

2/ L'article 18-1 est supprimé.

L'amendement FSU n°7 (ci-après) portant sur l'article 30 a été retiré en séance après que l'administration ait pris note de la nécessité d'une circulaire.

Amendement 7 de la FSU

Ajouter aux modifications de l'article 32 du décret 84-431 prévues par l'art. 30

Le 2ème alinéa est complété par :

« Lors de la titularisation, les MCF stagiaires, qui étaient précédemment fonctionnaires, donc détachés de leur corps durant le stage, bénéficient d'un nouveau classement, sous réserve qu'il leur soit plus favorable, en application du dernier alinéa de l'article 45 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État. »

Motivation : Compléter l'information des établissements afin d'éviter que des personnels se trouvent lésés par la non application des dispositions générales sur le détachement.

Les amendements suivants déposés par la CGT et la FSU n'ont pas été examinés, ils ne portent pas sur des articles nécessitant l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Amendement CGT n° 9 article 37

Texte de l'amendement :

L'article 40-3 du décret n°84-431 est ainsi modifié : Le 2ème alinéa est supprimé.

Amendement 8 de la FSU

Le 3° de l'art. 43 est remplacé par

" Dans le 3° [de l'art 46 du décret 84-431], les mots « dans la limite du neuvième des emplois » sont remplacés par « Dans la limite de deux neuvièmes des emplois » "

Motivation : la disposition ajoute une voie supplémentaire d'accès au concours en créant une instance nationale dérogatoire nommée par le Ministre alors que le Conseil National des Universités, représentant les EC, pourrait fort bien se charger d'étudier les dossiers des candidats à la lumière de critères spécifiques à des postes dont le profil fait apparaître les fonctions listées dans le 3°. Il suffit alors d'adapter le contingent du 3° de l'art. 46 du décret 84-431 (voie de promotion interne de MCF vers PR)

Amendement 8 bis de la FSU

Dans le 3° de l'art. 43 supprimer le passage « Les candidats qui ont exercé les fonctions de vice-président de conseil des études et de la vie universitaire ou de vice-président en charge des questions de formation, sont dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches, dès lors qu'ils ont effectué un mandat complet en cette qualité. »

Motivation : cette disposition introduit une dérogation à la procédure de recrutement puisqu'elle dispense d'habilitation à diriger les recherches (HDR) certains candidats. Elle remet en question la disposition de l'art. 40 du décret 84-431 relatif aux professeurs des universités : « Ils assurent la direction des travaux de recherche menés dans l'établissement, concurremment avec les autres enseignants ou chercheurs habilités à diriger ces travaux. »

Cette dérogation n'apparaissait pas dans le projet présenté au CTU. La dispense de HDR pour les candidats à cette voie débattue en séance a été largement rejetée (8 contre, 3 pour, 2 NPPV), avec avis conforme de l'administration.

Amendement CGT n° 10 article 45

Texte de l'amendement : L'article 48 du décret n°84-431 est supprimé.

Amendement CGT n° 11 article 46

Texte de l'amendement : L'article 49-2 du décret n°84-431 est supprimé.

Amendement CGT n° 12 article 48

Texte de l'amendement : L'article 49 du décret n°84-431 est ainsi modifié : Les mots « sans préjudice des dispositions de l'article 48, qui s'appliquent pour la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, » sont supprimés.

Amendement 9 de la FSU

Ajouter dans l'article 55 que le nombre de postes pourvus par la procédure de l'agrégation externe ne soit pas supérieur à ceux pourvus par la voie normale

Motivation : rapprocher la situation des disciplines à agrégation du supérieur de l'ensemble des disciplines et réduire le goulot d'étranglement qui en résulte pour les promotions MCF vers PR dans ces disciplines

Vote sur le texte amendé des amendements acceptés par l'administration

21 votants (majorité 11)

Contre 13 (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Abstention 8 (CGC 1, UNSA 3, CFDT 3, CFTC 1)

Avis défavorable.

3/ Projet de décret relatif à la durée d'affectation des fonctionnaires du ministère de la défense affectés dans les établissements de ce ministère à l'étranger

Ce texte est présenté par Monsieur MALLEVRE qui indique que la durée maximale d'affectation dans un même pays est limitée à deux ans renouvelable une fois.

Amendement n° 1 de Force Ouvrière sur article 7 présenté par Monsieur Soubirous

Texte de l'amendement

Rajouter un V à l'article 7 ainsi rédigé : « Les fonctionnaires détenant la bi nationalité ou pour lesquels le centre des intérêts matériels et moraux est situé dans le pays d'affectation, sont exclus des présentes dispositions visant à encadrer la durée et le renouvellement de leur affectation ».

Exposé des motifs

L'absence de limitation de la durée du séjour des fonctionnaires de la Défense dans leur affectation à l'étranger a autorisé de fait les intéressés à « s'installer » dans le pays d'accueil. Le projet de décret laisse planer, outre les obligations de mobilités de droit commun, le risque d'un rapatriement forcé au mépris de situations familiales installées.

Pour l'UNSA, Monsieur MARIO-LIBOUBAN indique que le terme « établissement » est trop vague, le terme « service » lui semble plus approprié. Il ajoute que la notion de bi nationalité n'est pas reconnue en droit français et demande à FO de modifier le texte de son amendement.

Monsieur OBERRIEDER, pour la CGT, souligne que l'expression « centres des intérêts matériels et moraux » aura un certain nombre d'effets statutaires qui font que la CGT s'abstiendra sur cet amendement.

Monsieur LEFEBVRE précise que la CFTC soutient l'amendement de FO.

Madame JACQUOT indique que la CFDT souhaiterait que les agents puissent rester plus longtemps et préfère le terme « intérêt familial ».

Monsieur SOUBIROUS répond que FO est prête à retirer la mention bi nationalité, mais conserve celle des intérêts matériels et moraux.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** de l'administration

21 votants (Majorité = 11)

Pour 14 (UNSA 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2, CFTC 1)

Abstention 7 (CGC 1, CGT 3, CFDT 3)

Amendement adopté par les membres.

Le ministère de la défense est défavorable à cet amendement dans sa présente rédaction, toutefois il est disposé à créer un nouvel article ainsi rédigé :

Article 8 :

A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les fonctionnaires affectés dans les services mentionnés à l'article 1^{er} « **détenant également la nationalité du pays où ils sont affectés ou vivant avec leur conjoint ressortissant de ce pays sont exclus des dispositions du chapitre 1^{er}** ».

Vote sur le texte ainsi amendé

Pour 16 (CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Abstention 5 (CGC 1, UNSA 3, CFTC1).

Avis Favorable.

4/ Projet de décret portant statut particulier du corps des infirmiers civils en soins généraux et spécialisés du ministère de la défense
(qui n'a pas été amendé)

Monsieur MALLEVRE présente ce texte et rappelle qu'il s'inscrit dans une logique de transposition des évolutions statutaires mises en œuvre dans la fonction publique hospitalière. Suite au protocole Bachelot, les infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense exercent leur fonction dans les mêmes conditions que dans la FPH. Ce dispositif crée un corps de catégorie A d'infirmiers civils sédentaires et permettra de recruter des infirmiers spécialisés ce qui n'est pas possible actuellement.

Pour l'UNSA, Monsieur MARIO-LIBOUBAN précise que c'est une attente des agents actuellement en poste de voir arriver des infirmiers civils et généraux dans les hôpitaux d'instruction des armées. Actuellement, les seuls infirmiers civils ne se trouvent qu'à l'Institution Nationale des Invalides et à l'Office National des Anciens Combattants.

Monsieur OBERRIEDER indique que la CGT votera contre ce texte pour deux raisons, la perte du service actif et l'insuffisance de la grille indiciaire.

Pour la FSU, Madame FERAY indique que la reconnaissance du niveau d'études est actée par l'accès à la catégorie A mais néanmoins regrette la rupture du principe d'égalité avec deux carrières inégales, en effet, les infirmiers de la défense sont calqués sur le dispositif FPH alors que ce n'est pas le cas pour les autres personnels infirmiers des corps de l'Etat. Par ailleurs, l'élévation du niveau de qualification ne modifie en rien les conditions d'exercice du travail et ses pénibilités.

Madame JACQUOT ajoute que la CFDT quant à elle votera pour ce texte compte tenu du parallélisme de la carrière avec celle du versant hospitalier.

Madame LESCURE indique que Solidaires FP s'abstiendra, étant toujours contre la mesure de catégorie non active pour la catégorie A.

Monsieur LEFEBVRE précise que la CFTC s'est inquiétée du sort des infirmiers de la défense et particulièrement de ceux des Invalides, mais avec ce texte a eu satisfaction et votera favorablement.

Vote sur le texte

21 votants (Majorité = 11)

Pour 12 (CGC 1, UNSA 3, FO 4, CFDT 3, CFTC 1)

Contre 3 (CGT)

Abstention 6 (FSU 4, Solidaires 2).

Avis Favorable.

5/ Projet de décret modifiant le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires dans les services déconcentrés.

Madame LEVEQUE précise que ce texte est modifié afin de pouvoir faire bénéficier d'un nouveau taux d'IFTS les trois corps d'infirmiers de l'Etat créés en 2012. Ce sont les infirmiers gérés respectivement par les ministères des affaires sociales, de la

défense et de l'éducation nationale. Il s'agit de créer une nouvelle catégorie de taux qui permettra de revaloriser le régime indemnitaire servi aux infirmiers.

La FSU fait intervenir son expert sur ce point, Madame GAULTIER, qui indique que la création d'une 4^{ème} catégorie pour l'IFTS fait baisser le montant de référence de 1078 € à 970 €.

Cela conforte le reclassement inadmissible des infirmiers dans le petit A indique l'expert CGT Madame MARTY qui précise que la CGT soutiendra l'amendement déposé par la FSU.

Monsieur DELAGE précise que la CGC votera favorablement les amendements de la FSU.

Madame JEANNE de l'UNSA ajoute que les trois grades correspondent parfaitement à la 2^{ème} catégorie et qu'il est inutile d'en créer une 4^{ème}.

Les deux amendements déposés par la FSU sont présentés par Madame Gaultier.

Amendement n°1 de la FSU

Texte de l'amendement

La FSU propose de conserver, en l'état, les dispositions de l'article 1 du décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 qui prévoit 3 catégories dont la deuxième catégorie concerne « *les fonctionnaires de catégorie A appartenant à un grade dont l'indice terminal brut est au plus égal à l'indice terminal brut du premier grade du corps des attachés d'administration centrale* ».

Exposé des motifs

En effet, les trois corps d'infirmiers de la FPE de catégorie A, relevant du décret n°2012-762 du 9 mai 2012, remplissent parfaitement les conditions de grille indiciaire pour intégrer la deuxième catégorie et disposer ainsi d'une base réglementaire, concernant le régime indemnitaire de ces nouveaux corps.

En ce qui concerne le corps des infirmières de l'éducation nationale qui représente près de 95 % des effectifs de l'Etat, il faut savoir que le ministre de l'Education nationale avait pris des dispositions pour le rendre éligible en 2^{ème} catégorie dès le 1^{er} juillet 2012.

Non seulement l'initiative de créer une 4^{ème} catégorie pour les seules infirmières de l'Etat n'est pas fondée mais en plus il s'agit d'un très mauvais signe en direction de ces personnels qui subiraient de fait une baisse de leur rémunération auquel, comme pour tous les autres fonctionnaires, le gel du point d'indice.

Cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** de l'administration a été adopté à l'unanimité des 21 membres

Amendement n°2 de la FSU

Texte de l'amendement

La FSU propose de réécrire le 3^{ème} alinéa de l'article 4 du décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 de la façon suivante :

« *Il peut être attribué une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux agents logés par nécessité absolue de service dont les taux sont définis par arrêté* ».

Exposé des motifs

L'écriture actuelle de ce décret exclut du régime indemnitaire des IFTS, les personnels logés par nécessité absolue de service. Or, la part des régimes indemnitaires dans le traitement mensuel des personnels infirmiers représente près de 17 % du traitement mensuel. Les infirmières exerçant en internat et logées par nécessité absolue de service subissent de plein fouet ces effets sur le niveau de rémunération qui dépend, quant à lui, de plus en plus du montant du régime indemnitaire au détriment de la rémunération indiciaire. Des engagements politiques successifs à l'égard de ces personnels, devaient se traduire par une modification réglementaire pour y remédier.

Enfin ces postes à sujétions particulières sont indispensables au service public d'éducation pour répondre aux besoins des élèves internes dans les EPLE.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** de l'administration

21 votants

Pour 13 (CGC 1, UNSA 3, FO 4, FSU 4, CFTC 1)

Abstention 8 (CGT 3, CFDT 3, Solidaires 2)

Amendement adopté par les membres

Vote sur le texte

Contre 9 (UNSA 3, FSU 4, Solidaires 2)

Abstention 12 (CGC 1, CGT 3, FO 4, CFDT 3, CFTC 1)

Avis donné.

6/ Projet de décret modifiant le décret n°2000-1222 du 14 décembre 2000 modifié relatif à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils.
(qui n'a pas été amendé)

Ce texte est présenté par Madame LEVEQUE qui indique que ce texte tend à prendre en compte, dans la composition de la parité syndicale, la création d'un nouveau grade d'administrateur général, pour permettre la représentation de ce grade dans la perspective des prochaines élections professionnelles.

12h25 départ de M. DELAGE représentant la CGC.

Vote sur le texte

20 votants (Majorité = 11)

Pour 17 (UNSA 3, CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3)

Contre 1 (CFTC)

Abstention 2 (Solidaires)

Avis favorable.

12h35 départ de M. SOUBIROUS (FO)

7/ Projet de décret portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale.

Ce texte est présenté par Monsieur FRANÇOIS qui indique que le centre de crise du ministère des affaires étrangères a été créé en 2008, qu'il comprend 55 agents et a pour mission principale la veille, l'anticipation, l'alerte et la gestion des crises se déroulant à l'étranger, compétent à l'égard des communautés françaises à l'étranger ainsi que tout le volet des actions humanitaires d'urgence. Il effectue une veille mondiale 24 heures sur 24 et depuis 2008 a géré 240 situations de crise. L'objectif

de ce texte est de reconnaître aux agents des droits qui correspondent à leurs sujétions. Ces agents remplissent des amplitudes horaires importantes et effectuent des durées de permanence dérogatoires au droit commun.

Ce texte n'a pas été amendé toutefois Monsieur OBERRIEDER pour la CGT souligne que certains dispositifs sont insuffisants.

Vote sur le texte

19 votants (Majorité = 10)

Pour 7 (UNSA 3, CFDT 3, CFTC 1)

Contre 4 (FSU)

Abstention 8 (CGT 3, FO 3, Solidaires 2)

Avis donné.

L'ordre du jour est épuisé, Monsieur PECHEUR remercie l'ensemble des participants et lève la séance à 12h50.

Annexe 1

Déclaration de la FSU au CSFPE du 4 mars sur le projet de décret portant statut particulier des corps de chargés de recherche et de directeurs de recherche du développement durable

Le projet de décret portant sur le statut particulier du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, soumis au CSFPE du 4 mars 2014 appelle les remarques suivantes :

- le texte présenté n'est pas celui qui a été soumis au CTM du MEDDE du 18 novembre 2013, et sur lequel l'avis du CTM a été recueilli. De ce fait, plusieurs points qui avaient l'accord à l'issue de la concertation au sein du MEDDE ne sont pas repris. La FSU prend acte de la déclaration, en séance, de la directrice générale de la DGAFP de prendre en considération le texte qui avait été discuté et amendé au CTM du 18 novembre et de valider les amendements qui avaient été acceptés. Il convient aussi de souligner que les personnels relevant actuellement du MEDDE se trouvent depuis le 1^{er} janvier 2014 dans un vide juridique, sans instance d'évaluation qui puisse assurer les fonctions de recrutement, évaluation et promotion.

- le 4^{ème} alinéa de l'article 5 qui stipule que le président de la commission d'évaluation est désigné « parmi les personnalités scientifiques mentionnées au 1^o du présent article » et nommé par le ministre chargé du développement durable, devrait être revu de manière à s'aligner sur les pratiques en cours dans la plupart des EPST. En effet, les instances d'évaluation sont consultatives et fournissent des avis qui servent à la prise de décision par le responsable de l'établissement. En ce sens, elles doivent être indépendantes de l'autorité qui prend la décision. Le 4^{ème} alinéa de l'article 5 institue donc une confusion des rôles entre l'évaluation et la décision. C'est pourquoi, le président de l'instance d'évaluation devrait être élu par l'instance, et ce, indépendamment du fait qu'il ait été nommé ou élu.

- l'existence de chercheurs régis par le Décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 non rattachés à un EPST mais directement à un ministère pose le problème de l'organisation et du pilotage de la recherche. La FSU considère que le MESR doit garantir la cohérence de la politique nationale de recherche en lien avec d'autres ministères, comme le MEDDE, lorsqu'ils sont concernés. En ce sens, les EPST concernés ont une double tutelle. Les chercheurs devraient tous être personnels d'un EPST, pouvant être mis à disposition ou détachés ou en position normale d'activité selon les réglementations en cours.

Dans ces conditions, la FSU s'abstiendra sur le texte présenté.

Vœu :

- La FSU souhaite également qu'à l'occasion de la création de ces nouveaux corps de chercheurs, le taux de promotion des chargés de recherche de 2^e classe à 1^{ère} classe soit relevé à 100 % à partir de 2015, comme cela a été le cas jusqu'à 2011 et comme cela est pratiqué dans les EPST.

Annexe 2

Commission statutaire du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat

mardi 4 mars 2014 - Intervention CFDT

Monsieur le Président, Madame la Directrice générale,

Vous nous présentez aujourd'hui le décret relatif à la création du corps des chercheurs du développement durable qui fusionne les corps de chercheurs de l'équipement et ceux de l'établissement Ifsttar. Ce décret a donné lieu à un long travail de part et d'autre qui aboutit aujourd'hui.

Ce décret donne plusieurs satisfactions :

- Premièrement, le lien direct au décret 83-1260 dès le premier article de ce projet de décret établit de manière pérenne et claire la reconnaissance de l'équivalence entre les chargés de recherche et les maîtres de conférence d'une part et entre les directeurs de recherche et les professeurs d'autre part, c'était une revendication portée par la CFDT pour le corps des chercheurs de l'équipement ;
- Deuxièmement, après la fusion de l'Inrets et du LCPC, il harmonise, notamment au niveau indemnitaire les statuts entre chercheurs équipement et chercheurs établissement Ifsttar. Par ailleurs, cette harmonisation renforce le futur corps et est susceptible d'accentuer les relations entre les différents établissements du MEDDE ayant la Recherche pour mission statutaire.

Nous regrettons cependant un point majeur sur la mise en œuvre pratique de ce décret.

En effet, si le MEDDE a suivi les recommandations du rapport Chabrand Lesaffre sur la fusion des corps de chercheurs, travail qui était lui-même issu de la recommandation du CGEDD de fusionner l'Inrets et le LCPC, le MEDDE n'assume pas entièrement sa responsabilité de tutelle en ne finançant pas, même sur plusieurs années, la mise à niveau de la PSR à l'Ifsttar.

Le contexte budgétaire actuel de l'EPST Ifsttar imposé par le MEDDE, contexte qu'aucun autre EPST n'a à subir, a conduit à ce qu'aucun recrutement n'ait lieu en 2013 à l'Ifsttar et à une prévision de recrutement de seulement 2 CR en 2014 à l'Ifsttar et 8 DR.

Alors que l'Ifsttar est l'établissement où nous retrouverons 2 tiers des effectifs des futurs corps de chercheurs du développement durable, ce non-financement de la PSR à l'Ifsttar et les restrictions budgétaires de la mission Recherche du MEDDE fragilisent déjà les corps de chercheurs du DD.

Par ailleurs, nous demandons à être associés à la préparation de l'arrêté qui traitera notamment de la composition de la future commission d'évaluation.

En effet, elle devra tenir compte de toute la largeur du spectre disciplinaire porté par les chargés de recherche et directeurs de recherches des corps issus de la création dont nous parlons aujourd'hui.

Dans ces conditions, si nous sommes favorables à cette mesure en faveur des personnels chercheurs nous ne pouvons donner notre quitus à ce projet de décret qui n'est pas financé par le MEDDE et pour lequel, comme lors du Comité Technique de l'Ifsttar et du CTM, nous nous abstiendrons.

Enfin, nous tenons à rappeler, que si les différences de statut entre chercheurs vont être progressivement gommées, il existe encore des différences de statut pour les personnels ingénieurs techniciens et administratifs issues de la création de l'Ifsttar décidée par le MEDDE. Ceux-ci ne sont toujours pas résolus même si un groupe de travail interne de l'Ifsttar tente d'amoindrir les inégalités créées. Il serait de bon aloi que le MEDDE accompagne à minima l'Ifsttar notamment sur les aspects réglementaires (ie : l'arrêté sur la PPRS) auprès du MESR.

Nous tenons également à rappeler que les agents concernés par le décret ne sont pas tous à l'Ifsttar et qu'il ne faut pas les oublier sous prétexte de nos histoires internes. Enfin, pour la CFDT, l'enjeu est désormais la suppression des 2 niveaux de grade.

Annexe 3

Déclaration FSU sur Le projet de décret relatif au statut des enseignants chercheurs.

Le projet soumis à l'examen du CSFPE se situe dans la continuité du décret du 23 avril 2009 de Valérie PECRESSE dont les dispositions favorisant les pouvoirs locaux et détricotant le statut national et les garanties universitaires ont été vivement combattues par la communauté universitaire. Il a été rejeté massivement par les organisations représentatives au Comité Technique Universitaire, dont la réunion s'est tenue avec une représentation ministérielle composée uniquement d'administratifs, marquant là le peu de considération de la ministre pour les enseignants-chercheurs et une volonté de reformer les universités sans les universitaires, voire contre eux.

Ce projet maintient des dispositions catastrophiques pour les conditions de travail des enseignants - chercheurs : la modulation de services, le rapport d'activités périodique obligatoire et non confidentiel (envoyé au CNU accompagné d'un avis du CA, avec retour de l'avis du CNU à l'établissement), l'absence de garantie sur le droit, la liberté et les moyens de la recherche.

Ce projet n'apporte aucune amélioration aux conditions de travail et de carrière : la réduction du service statutaire d'enseignement, le raccourcissement de la durée des échelons longs, la resynchronisation de la carrière des MCF hors classe avec celle des PR2, unanimement demandés, ont été refusés ; nos propositions destinées à résorber la précarité, à réduire les blocages de carrière (MCF habilités inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de professeur), à augmenter les possibilités de mutation (contingent national, transferts croisés) ou de congés de recherche (CRCT) ont été refusées ; la reconnaissance du doctorat, promue par la ministre lorsqu'il s'agit des conventions collectives ou de l'accès à la haute fonction publique, reste ignorée au sein de son propre ministère quand la rémunération des MCF, régime indemnitaire inclus, stagne au niveau de celle des ingénieurs d'études, corps accessible avec une licence.

Ce projet multiplie les dispositions dérogatoires (sans doctorat, sans qualification, sans habilitation à diriger les recherches...) ou purement locales et spécifiques, de recrutement ou de promotion, dont les jeunes sans perspectives de recrutement et les collègues bloqués depuis de nombreuses années dans leur carrière seront les premières victimes. Une dispense ciblée d'habilitation à diriger les recherches a même été ajoutée dans l'article 43 sans qu'il n'en ait été aucunement question lors de la réunion du CTU, contournant ainsi les procédures de concertation et bafouant les discussions entre partenaires sociaux.

Dans un contexte de pénurie budgétaire dans les universités, ce projet de décret statutaire est à l'évidence l'outil réglementaire qui permettra d'accentuer encore la pression sur les temps de travail, déjà excessivement lourds, la multiplication, déjà insupportable, des tâches parasites, la dégradation, déjà considérable, des conditions de salaire et des perspectives de carrière des enseignants – chercheurs.